

## La crise des réfugiés burundais ne doit pas être oubliée – HCR

ONU Info, 6 février 2018 Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et 26 de ses partenaires humanitaires ont lancé mardi à Genève un appel de fonds de 391 millions de dollars pour venir en aide à 430.000 réfugiés burundais en 2018. [Photo : Des réfugiés burundais arrivant dans le camp de Mahama, dans la province orientale du Rwanda.]

« Nous exhortons les donateurs à soutenir les réfugiés désespérés qui luttent pour leur survie dans les pays voisins », a déclaré la Coordinatrice régionale du HCR pour les réfugiés au Burundi, Catherine Wiesner, lors d'un point de presse au Palais des Nations. « La communauté internationale doit également rester engagée dans ses efforts pour trouver une solution réelle et durable à la crise burundaise ». Avec seulement 21% des fonds demandés obtenus jusqu'à présent, les réfugiés burundais constituent la situation de réfugiés « la plus sous-financée au monde », a précisé Mme Wiesner. Sur le terrain, l'ONU estime à 50.000 le nombre de Burundais supplémentaires qui chercheront à trouver refuge dans les pays de la région cette année. « À moins qu'il y ait des changements sur la situation politique et une amélioration des conditions socio-économiques, l'exode des réfugiés burundais - principalement vers les pays voisins - devrait se poursuivre en 2018, mais à un niveau plus bas », a dit la Coordinatrice régionale du HCR. Depuis la crise politique en 2015 liée au processus électoral, plus de « 400.000 personnes ont fui le Burundi pour échapper aux violations des droits de l'homme, à la persistance de l'incertitude politique et à la crise humanitaire qui en découle », a souligné Mme Wiesner. Selon le HCR, les violences en République démocratique du Congo (RDC) ont également provoqué le déplacement de 8.000 personnes au Burundi. En 2017, 61.000 Burundais sont arrivés dans les pays voisins. Depuis le début des violences au Burundi, 254.000 sont parties en Tanzanie, 89.000 au Rwanda, environ 45.000 en RDC et quelque 40.000 en Ouganda. Parmi elles, 85% se trouvent dans des camps. Face à l'augmentation des besoins humanitaires, le manque de financement a affecté la distribution de nourriture et l'assistance en termes d'abris, d'éducation ou de lutte contre les violences sexuelles ainsi que la vérification des populations ou le soutien à la protection de l'environnement. « Notre appel, présenté aux donateurs aujourd'hui à Genève, vise à s'assurer que les besoins des réfugiés burundais ne soient pas négligés et que la situation ne devienne pas une crise des réfugiés oubliée », a fait remarquer la Coordinatrice régionale. Concernant les derniers développements sur le terrain, le HCR a rappelé qu'au cours des dernières années, certains réfugiés burundais ont décidé de rentrer chez eux. « Nous travaillons avec les gouvernements concernés pour aider ceux qui ont fait le choix libre de retourner volontairement au Burundi », a souligné Mme Wiesner. Mais à ce stade, le HCR n'encourage pas le retour des réfugiés au Burundi. Le Haut-Commissariat a réitéré son appel aux pays voisins du Burundi pour qu'ils continuent à laisser leurs frontières ouvertes et à accueillir les demandeurs d'asile burundais. A cet égard, l'agence onusienne rappelle aux États que les réfugiés ne devraient pas être contraints à retourner au Burundi contre leur gré. Le HCR prépare également des plans d'urgence pour anticiper d'éventuelles conséquences du référendum constitutionnel prévu en mai au Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});